

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
CCAP N°2026-015

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE

En application des dispositions des articles L.2123-1, R.2123-1 et suivants, R.2131-12 du code de la commande publique.

OBJET DU MARCHE

**TRAVAUX DE RENOVATION DU MOBILIER FIXE INTEGRE DE L'AMPHITHEATRE 4
DU CENTRE ASSAS - 92 RUE D'ASSAS 75006 PARIS**

Le présent CCAP comporte 21 feuillets numérotés de 1 à 21



Maître d'ouvrage

Université Paris Panthéon Assas
12 place du Panthéon 75231 Paris cedex 05

SOMMAIRE

Article 1. Objet du marché – Dispositions générales	4
Article 1.1 Objet du marché – Emplacement des travaux	4
Article 1.2 Etendu du marché	4
Article 1.3 Durée et délai d'exécution du marché - Planning	4
Article 1.4 Clause de réexamen	5
Article 1.4.1. Situations ouvrant droit au réexamen	5
Article 1.4.2. Modalités de mise en œuvre	5
Article 1.4.3. Limites de la modification	5
Article 1.4.4. Incidences sur les délais et prix	5
Article 1.5 Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)	5
Article 1-5-1. Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)	5
Article 1-5-2. Modalités d'activation	6
Article 1.5.3. Incidence financière	6
Article 2. Intervenants	6
Article 2.1 Maître d'ouvrage de l'opération	6
Article 2.2 Contrôleur Technique - CT	6
Article 2.3 Coordination sécurité protection des personnes - C SPS	7
Article 3. Pièces constitutives du marché	7
Article 4 Préparation, Coordination et exécution des travaux	8
Article 4.1 Période de préparation, programme d'exécution des travaux	8
Article 4.2 Constat – Etat des lieux	8
Article 4.3 Organisation, sécurité et hygiène du chantier	8
Article 4.3.1 Organisation matérielle du chantier	8
Article 4.3.2 <u>Sécurité et hygiène</u>	8
Article 4.3.3 <u>Plan de prévention</u>	9
Article 4.4 Conditions générales d'exécution des travaux	9
Article 4.5 Nettoyage du chantier	10
Article 4.6 Obligations diverses du titulaire	10
Article 5. Implantation des ouvrages	10
Article 6. Engagements en matière de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE)	10
Article 6.1 Engagements environnementaux	10
Article 6.1.1. <u>Réduire l'empreinte environnementale du chantier, notamment par :</u>	10
Article 6.1.2 <u>Favoriser l'usage de matériaux durables notamment par :</u>	11
Article 6.2 Engagements sociaux	11
Article 6.3 Engagements éthiques et gouvernance	11
Article 6.4 Suivi, contrôle et sanctions	11
Article 7. Obligations du titulaire vis -à-vis de ses sous-traitants	11
Article 8. Prix et mode d'évaluation des ouvrages – Règlement des comptes	12

Article 8.1	Contenu et nature des prix -----	12
Article 8.2	Dépenses communes-----	13
	Dépenses d'équipement -----	13
	Dépenses d'entretien -----	13
	Dépenses diverses -----	13
Article 8.3	Règlements des prestations -----	13
	Article 8.3.1 Répartition des paiements -----	13
	Article 8.3.2 Règlement des acomptes et du solde -----	13
	Article 8.3.3 Facturation électronique -----	14
Article 8.4	Variation dans les prix-----	14
	Article 8.4.1 Mois d'établissement des prix du marché -----	14
	Article 8.4.2 Indice de référence -----	14
	Article 8.4.3 Modalité d'actualisation du prix ferme mais révisable-----	15
	Article 8.4.4 Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée-----	15
Article 8.5	Paiement des co-traitants et des sous-traitants-----	15
	Article 8-5-1 Désignation des sous-traitants en cours de marché-----	15
	Article 8.5.2 Modalités du paiement direct -----	15
Article 8.7	Retenue de garantie et avance -----	16
	Article 8.7.1 Retenue de garantie -----	16
	Article 8.7.2 Avance -----	16
Article 9.	Contrôle et réception des travaux -----	17
	Article 9.1 Essais et contrôles des ouvrages -----	17
	Article 9.2 Réception des ouvrages -----	17
	Article 9.3 Documents fournis après exécution -----	18
Article 10.	Assurance -----	18
Article 11.	Résiliation -----	18
Article 12.	Cession du marché-----	18
Article 13.	Différends et litiges -----	19
Article 14.	Langue et Monnaie -----	19
Article 15.	Pénalités-----	19
	Article 15.1 Pénalités de retard-----	19
	Article 15.2 Autres pénalités-----	20
	Article 15.3 Pénalités spécifiques sans mise en demeure préalable -----	21
	Article 15.4 Dispositions générales aux pénalités -----	21
Article 16	Dérogation aux documents généraux -----	21

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

Article 1.1 Objet du marché – Emplacement des travaux

L'université Paris Panthéon Assas a engagé entre 2007 et 2016 d'importants travaux de mise en sécurité et restructuration du centre Assas, bâtiment construit dans les années 1960. Cependant, l'agencement des amphithéâtres a très peu été impacté par ces travaux.

Le présent marché est un marché de travaux qui a pour objet la rénovation de mobilier fixe intégré de l'amphithéâtre 4 situé au 1^{er} sous-sol de centre Assas, classé ERP 1^{ère} catégorie avec activité de type L, N, S et X.

À la fois salle de conférence, lieu d'examen et salle de travail, l'amphithéâtre doit être confortable et fonctionnel. L'université désire que le futur agencement soit particulièrement soigné en termes de confort et d'esthétique ; néanmoins, les matériaux devront satisfaire à des exigences de solidité pour une utilisation fréquente et devront être faciles d'entretien tout en respectant les normes techniques et sécuritaires.

Les travaux portent spécifiquement sur la dépose des 505 sièges fixes ainsi que la chaire en bois, avec évacuation réglementaire et la fourniture d'au minimum 520 sièges neufs avec tablettes rabattables intégrées équipées d'un système anti-panique, fixés sur un ensemble de 7 gradins et 6 tablettes rabattables indépendantes fixées au sol et destinées à accueillir des personnes à mobilité réduite. Dans le cadre de la réglementation technique relative à l'accessibilité du cadre bâti aux personnes handicapées prise en application de la loi du 11 février 2002 pour l'égalité des droits et des chances, une demande de dérogation est déposée par l'université du fait de l'impossibilité technique d'accéder à la partie basse de l'amphithéâtre 4.

Le marché n'est pas alloti.

Les spécifications techniques figurent dans le CCTP.

Le marché inclut la garantie de parfait achèvement (1 an à compter de la réception des travaux).

La réalisation des prestations se fera partiellement en site occupé, en réduisant au maximum les nuisances occasionnées.

Des restrictions ou contraintes pourront être imposées au candidat retenu quant à la réalisation des travaux bruyants.

Dans la suite du présent document, le candidat retenu pour ce marché est désigné sous le vocable «L'entreprise».

Article 1.2 Etendu du marché

Le montant maximum du marché est fixé à 700 000 € HT sur sa durée globale.

Le présent marché de travaux est passé selon la procédure adaptée et est soumis aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants, R.2131-12 du code de la commande publique.

Article 1.3 Durée et délai d'exécution du marché - Planning

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification et prend fin à l'achèvement de la période de garantie.

L'opération est prévue sur une durée totale de 13 semaines du 1^{er} juin au 30 août 2026. Les semaines comprises entre le 15 juin et le 31 juillet 2026 sont neutralisées pour les autres corps d'état intervenant sur cette opération et exclus du présent marché.

La dépose devra impérativement avoir lieu avant le 15 juin. La pose des nouveaux sièges et tablettes pourra se dérouler du 03 au 28 août. La pose devra être terminée au plus tard le 28 août 2026.

L'entreprise s'engage à réaliser les travaux impérativement entre le 1^{er} et le 12 juin 2026, pour la dépose de 38 tables filantes et 505 sièges afin de permettre aux autres corps d'état d'intervenir. La pose des équipements neufs devra avoir lieu au mois d'août 2026 avec une date butoir fixée au 30 août 2026 soit un délai de réalisation de 6 semaines, hors période de préparation et d'approvisionnement.

A la notification du marché, les délais fixés au planning prévisionnel deviendront contractuels.

Le délai d'exécution comprend la préparation, l'approvisionnement et la réalisation de l'ensemble des travaux prévus au CCTP.

Un planning prévisionnel figure dans l'annexe 1 à l'Acte d'Engagement.

La notification du marché est envisagée fin MARS 2026 et vaut démarrage de l'opération.

Article 1.4 Clause de réexamen

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de modifier le marché en cours d'exécution afin de tenir compte de circonstances imprévues ou d'adaptations nécessaires à la bonne exécution des travaux. Des prestations pourront être ajoutées ou supprimées, à l'initiative exclusive de l'Université, notamment en cas d'événements ou de spécificités imprévus

Article 1.4.1. Situations ouvrant droit au réexamen

Une procédure de réexamen pourra être engagée dans les cas suivants :

- a) Découverte en cours de chantier d'éléments structurels ou techniques non identifiés lors des études préalables ;
- b) Évolutions réglementaires ou normatives affectant la sécurité incendie, l'accessibilité ou les équipements techniques d'un ERP ;
- c) Contraintes nouvelles de coordination avec d'autres corps d'état sur le site ;

Article 1.4.2. Modalités de mise en œuvre

Ces modifications feront l'objet d'un avenant, d'un courrier recommandé, d'un bon de commande ou d'un ordre de service

Article 1.4.3. Limites de la modification

Les modifications issues de cette clause :

- a) Ne doivent pas changer la nature globale du marché ;
- b) Ne doivent pas dépasser 30 % du montant initial, sauf cas prévus par l'article R. 2194-5 ;
- c) Sont justifiées par un rapport circonstancié annexé à la décision.

Article 1.4.4. Incidences sur les délais et prix

Les ajustements nécessaires peuvent entraîner une adaptation du prix, sur la base du bordereau des prix unitaires ou d'un devis contradictoire.

Aucune indemnité ne sera versée au titulaire, notamment en cas de diminution du volume des prestations et donc du montant du marché

Article 1.5 Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

Article 1-5-1. Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

Des Prestations Supplémentaires Éventuelles (PSE) sont prévues afin de permettre au pouvoir adjudicateur de compléter ou d'améliorer certains éléments du projet de rénovation de l'amphithéâtre, sans en modifier la nature globale.

Des contraintes d'intervention notamment relatives aux travaux bruyants pourront être imposées par le maître d'ouvrage afin de préserver l'activité du centre. L'Université pourra décider que les travaux bruyants s'exécutent de nuit. Le cas échéant, l'Université adressera un ordre de service en ce sens au titulaire. Le prix global et forfaitaire de cette prestation supplémentaire éventuelle (PSE) est obligatoirement fixé à la DPGF à l'annexe 1 de l'acte d'engagement. Cette PSE sera retenue ou non, à la discrétion de l'Université, au moment de la phase de préparation du chantier avec l'entreprise, en fonction du planning d'exécution de l'entreprise et de l'activité du centre.

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, l'Université se réserve la possibilité de conclure des marchés négociés avec l'entreprise, sans publicité et ni mise en concurrence préalables, pour la réalisation de prestations similaires

Article 1-5-2. Modalités d'activation

Les PSE ne peuvent être activées qu'avant la notification de l'ordre de service de démarrage ou, à titre exceptionnel, dans les conditions prévues par la clause de réexamen si elles deviennent nécessaires en cours d'exécution. L'activation est formalisée par un ordre de service spécifique ou un avenant. L'entreprise ne peut engager aucune PSE tant qu'elle n'a pas été expressément commandée.

Article 1.5.3. Incidence financière

Les prix des PSE figurent à l'annexe 1 de l'acte d'engagement (AE) du présent marché. L'activation d'une PSE ne peut conduire à dépasser les seuils de modification autorisés par la réglementation.

ARTICLE 2. INTERVENANTS

Article 2.1 Maître d'ouvrage de l'opération

Université Paris Panthéon Assas
12 place du Panthéon 75231 Paris cedex 05

Représentée par :

Mme Lauriane Demeure

Responsable du pôle prospective immobilière et travaux immobiliers

lauriane.demeure@assas-universite.fr

Mobile 06.43.39.39.45

Mme Sylvie Dagron

Chargée d'opérations immobilières

sylvie.dagron@assas-universite.fr

Mobile 06.32.39.35.79

Mme Sabrina Assayag

Directrice des Affaires Juridiques et Institutionnelles

sabrina.assayag@assas-universite.fr

Mme Savannah Rodriguez

Chargée des marchés publics et des achats

savannah.rodriguez@assas-universite.fr

Article 2.2 Contrôleur Technique - CT

Les travaux faisant l'objet du présent marché sont soumis au contrôle technique, dans les conditions prévues par le Code de la construction et de l'habitation (partie législative, livre 1^{er}, chapitre 1er, section 7, article L111-23 et suivants).

Les missions confiées par le maître d'ouvrage au contrôleur technique sont les suivantes :

- Mission LE relative à la solidité des existants
- Mission SEI relative à la sécurité des personnes dans les ERP et les IGH
- Mission LP relative à la solidité des ouvrages et éléments d'équipements dissociables et indissociables
- Mission Hand relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
- Attestation Hand

Les coordonnées du CT seront transmises à la notification du présent marché

Article 2.3 Coordination sécurité protection des personnes - C SPS

Les travaux faisant l'objet du présent marché seront soumis au coordinateur de sécurité et de protection de la santé de niveau 1.

Les missions confiées sont :

- L'établissement et mise à jour du Plan Général de Coordination
- L'ouverture et mise à jour du registre journal
- L'examen et mise au point du PPSPS de l'entrepreneur
- Visite de chantier
- Élaboration et mise à jour du DIUO

Les coordonnées du CSPS seront transmises à la notification du présent marché.

ARTICLE 3. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'Engagement (A.E. 2026-015)
- L'annexe 1 à l'acte d'engagement : DPGF/délais-planning/contact
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP 2026-015) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP 2026-015) ;
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) ;
- Le rapport amiante avant travaux (RAAT) ;
- Le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGC)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Travaux (CCAG Travaux), approuvé par arrêté du 30 mars 2021 modifié (non joint) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.G.) applicables aux marchés publics de travaux passés au nom de l'Etat dont la composition est fixée par les décrets et arrêtés en vigueur (non joint) ;
- Le Cahier des Clauses Spéciales, des Documents Techniques Unifiés (CCS/DTU) (non joint) ;
- L'ensemble des normes françaises et des spécifications techniques en vigueur à la date de la consultation ou autres normes reconnues équivalentes ;
- Les bons de commande, les ordres de services, le cas échéant ;
- Les avenants, le cas échéant ;
- Le mémoire technique présenté par l'entreprise à l'appui de son offre ;
- Le planning prévisionnel des travaux fourni par l'entreprise.
- Le plan du 1^{er} sous-sol du centre Assas au format PDF
- Le plan DWG de l'amphithéâtre 4

Seuls les documents conservés dans les archives de l'Université font foi.

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de remise des offres, tel que ce mois est défini dans le présent document, soit MARS 2026.

Si des évolutions législatives, réglementaires ou normatives surviennent en cours d'exécution des prestations, ces évolutions doivent être prises en compte par l'entreprise. Le candidat accepte sans réserve les clauses du présent CCAP.

Toute clause, portée dans l'offre du titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

ARTICLE 4 PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

Article 4.1 Période de préparation, programme d'exécution des travaux

La période de préparation est comprise dans le délai global d'exécution.

Pendant cette période de préparation, l'entreprise doit arrêter, en accord avec le Maître d'œuvre :

- Le schéma d'organisation du chantier ;
- Le calendrier détaillé d'exécution contractuel des travaux comportant une décomposition par tâches ;
- Les détails d'exécution ;
- L'établissement du plan de sécurité et d'hygiène prescrit par l'article 28.3 du C.C.A.G./T. et par la réglementation en vigueur ;
- Le programme d'exécution indiquant les dispositions prévues pour assurer la coordination des tâches incombant, le cas échéant, aux autres membres du groupement ou aux sous-traitants, dans les conditions prévues à l'article 28.2.2 du C.C.A.G/T. ;
- L'établissement et la présentation de plans d'exécution, note de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du C.C.A.G. ;
- Établir le schéma d'organisation et de gestion des déchets.

Article 4.2 Constat – Etat des lieux

Lors de la prise de possession des lieux par l'entreprise en première installation, il sera établi, en présence du représentant du Maître d'Ouvrage un état des lieux contradictoire des locaux avec photographies.

Il permet d'établir a posteriori, les responsabilités en cas d'accident, d'incident, d'effondrement ou de désordres constatés à l'issue des travaux.

Article 4.3 Organisation, sécurité et hygiène du chantier

Article 4.3.1 Organisation matérielle du chantier

L'entreprise a la charge de l'organisation du chantier et chemins de service, des tracés d'implantation, ce qui implique l'obligation de faire application des alignements et des nivellements. Il doit :

- Prendre en charge l'amenée et la fourniture de l'eau pour les travaux, l'eau potable pour les ouvriers et l'énergie électrique nécessaire pour l'exécution des travaux ;
- Se conformer aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers ;
- Assurer la clôture, le nettoyage, l'entretien et la sécurisation du chantier selon le plan d'organisation du chantier;
- Souscrire une assurance couvrant les risques liés à l'utilisation de ces locaux durant toute la durée des travaux. Les locaux seront chauffés éclairés.

Un bureau du chantier, réfectoire, vestiaire ainsi qu'un bloc sanitaire comportant lavabos/douche et WC pourront être mis à disposition par le maître d'ouvrage.

L'entreprise reste seul responsable de l'exécution des mesures à prendre en vue de l'application des dispositions prévues qui précèdent jusqu'à l'achèvement complet des travaux.

Article 4.3.2 Sécurité et hygiène

Les mesures particulières concernant la sécurité et l'hygiène sont prises par l'entreprise dans les conditions prévues à l'article 31 du C.C.A.G/T. et conformément à la législation en vigueur.

Dans le cadre de toute intervention, l'entreprise s'engage à respecter les mesures sanitaires édictées par la loi, les règlements

Article 4.3.3 Plan de prévention

Conformément aux articles R4512-6 à R4512-12 du Code du travail, un Plan de Prévention sera établi entre le maître d'ouvrage et l'entreprise retenue. L'entreprise s'engage à fournir l'ensemble des informations nécessaires et à participer à son élaboration. Aucune intervention ne pourra débiter avant la validation du Plan de Prévention

Remarque : Des locaux pourront être mis à disposition des entreprises, sous réserve de disponibilité desdits locaux. Ces locaux pourront regrouper des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration

Article 4.4 Conditions générales d'exécution des travaux

L'entreprise ne pourra se prévaloir, ni se soustraire aux obligations de son marché, ni pour élever de réclamation, ou prétendre à une augmentation de son prix, de sujétions qui peuvent être occasionnées par :

- a) Les mesures de sécurité qui lui incombent, conformément à la réglementation en vigueur, du fait des risques d'incendie et de panique inhérents aux modalités d'exécution de certains travaux, lors des opérations comportant la mise en œuvre notamment d'appareils thermiques ;
- b) L'exploitation normale du domaine public et des services publics ;
- c) L'exécution simultanée d'autres travaux. Il devra en outre prendre à sa charge, en vue d'atténuer la gêne occasionnée pendant la durée de l'opération, toutes les précautions utiles pour réduire autant que possible les inconvénients suivants :
 - Bruits d'origines diverses (camions, tous engins moteurs thermiques, compresseurs, scies, tous outils à percussion, etc...) ;
 - Odeurs, fumées, gaz (moteurs thermiques, etc...) ;
 - Poussières d'origine diverses (ponçages, démolitions, enlèvement du gravois, etc...) ;
 - Détritus divers et gravois provenant de l'exécution même de travaux et stockés provisoirement dans les accès ou cheminements à l'extérieur de l'enceinte du chantier ;
 - État défectueux des voies et accès – boues et gravois au passage des engins et camions ;
 - Sécurité insuffisamment assurée par le fait même du caractère précaire des barrières, palissades, chemins de piétons, garde-corps, etc.

Avant tout commencement d'exécution, si l'un ou plusieurs inconvénients cités ci-dessus ne pouvaient être suffisamment atténués ou supprimés, l'entreprise devrait en référer au maître d'ouvrage.

L'entreprise est tenue d'assurer, à ses frais, les transports et de fournir les magasins, moyens de transport, matériels, engins et outils de toutes espèces nécessaires à l'exécution de ses travaux.

L'entreprise doit entretenir ses matériels.

Au cours de l'exécution des travaux, l'entreprise doit, à ses frais, garantir ses matériaux et ouvrages des dégradations et avaries qu'ils pourraient éprouver.

En cas de vol ou perte de matériaux, matériels, outillage, ouvrages ou partie d'ouvrage, les frais résultants des remplacements et remise en état incombent au titulaire sans pouvoir donner lieu à une indemnisation quelconque de la part du Maître de l'ouvrage.

Article 4.5 Nettoyage du chantier

L'entreprise a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'aux lieux de stockage fixés par le maître d'ouvrage, sur proposition du titulaire

A la suite de son intervention, l'entreprise aura la charge des nettoyages quotidiens, hebdomadaires et le nettoyage de fin de chantier en vue de la réception des travaux.

L'entreprise a la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il a salies ou détériorées

L'entreprise a la charge de l'enlèvement des déblais stockés et de leur transport aux décharges agréées.

Article 4.6 Obligations diverses du titulaire

L'entreprise devra prendre à sa charge la remise en état des abords éventuellement détériorés en cours de chantier.

En cas d'exercice d'un droit d'occupation temporaire, l'entreprise doit pouvoir justifier de l'accomplissement des obligations qui lui incombent de ce fait.

L'entreprise ne peut, sans autorisation écrite du maître d'ouvrage, exercer ces droits à des fins autres que celles de l'exécution des travaux en vue desquels l'autorisation a été accordée.

ARTICLE 5. IMPLANTATION DES OUVRAGES

L'entrepreneur est également responsable de l'exactitude de la position, des niveaux, des côtes et de l'alignement de toutes les parties des ouvrages et de la fourniture de tous les instruments, matériaux et main d'œuvre nécessaires y afférents.

Avant de commencer tout ouvrage sur le site, l'entrepreneur vérifie l'exactitude, la position, les niveaux, les cotes et l'alignement de tous les ouvrages en place exécutés par d'autres entreprises, auxquels ses ouvrages sont attenants ou dont ils dépendent.

Toutes différences ou écarts constatés dans les ouvrages exécutés par d'autres entreprises, qui peuvent affecter la bonne exécution des ouvrages, sont immédiatement signalés par écrit au maître d'œuvre.

Si à un moment quelconque pendant l'avancement des ouvrages, une erreur est constatée ou se produit dans la position, les élévations, les cotes ou l'alignement de l'une quelconque des parties des ouvrages, l'entrepreneur y remédie jusqu'à la satisfaction du maître d'œuvre.

La vérification de côtes, d'alignements et d'élévations par le maître d'œuvre, ne dégage en aucun cas l'entrepreneur de sa responsabilité d'en vérifier l'exactitude

ARTICLE 6. ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES (RSE)

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'entreprise s'engage à mettre en œuvre une démarche de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) conforme aux principes du développement durable, comprenant des dispositions environnementales, sociales et éthiques.

Article 6.1 Engagements environnementaux

L'entreprise devra :

Article 6.1.1. Réduire l'empreinte environnementale du chantier, notamment par :

- L'utilisation rationnelle des ressources (eau, énergie, matériaux),
- La prévention, le tri et la valorisation des déchets de chantier,
- La limitation des émissions polluantes et des nuisances (poussières, bruit, vibrations),
- L'optimisation des transports (mutualisation, limitation des trajets à vide).

- Limiter l'usage de produits contenant des composés organiques volatils (COV) ;

Article 6.1.2 Favoriser l'usage de matériaux durables notamment par :

- L'utilisation de matériaux recyclés ou à faible impact carbone lorsque cela est techniquement possible.
- Privilégier les matériaux certifiés, durables ou issus de filières de réemploi ;

Article 6.2 Engagements sociaux

L'entreprise s'engage à :

- Respecter les obligations légales et conventionnelles en matière de conditions de travail, santé et sécurité des travailleurs.
- Assurer la traçabilité et la légalité de la main-d'œuvre intervenant sur le chantier (lutte contre le travail dissimulé et les situations irrégulières).
- Mettre en œuvre une politique d'insertion sociale en mobilisant des publics éloignés de l'emploi ou en insertion professionnelle.
- Promouvoir la diversité et l'égalité professionnelle, notamment dans ses équipes intervenant sur le chantier.

Article 6.3 Engagements éthiques et gouvernance

L'entreprise devra :

- Respecter les principes d'intégrité et de transparence, notamment en matière d'achats et de sous-traitance.
- S'assurer que les sous-traitants appliquent des exigences équivalentes en matière de RSE. L'entreprise reste responsable de la conformité des pratiques de ses sous-traitants.
- Prévenir les risques de corruption et de conflits d'intérêts, conformément aux textes en vigueur.

Article 6.4 Suivi, contrôle et sanctions

- L'entreprise devra fournir, sur demande du pouvoir adjudicateur, tout document ou justificatif démontrant la mise en œuvre effective de la démarche RSE (procédures internes, certifications, plans d'action, fiches déchets, etc.).
- Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de réaliser des contrôles sur site, annoncés ou inopinés.
- En cas de manquement grave ou répété, le pouvoir adjudicateur pourra :
 - Demander des mesures correctives sous délai,
 - Appliquer des pénalités prévues au marché,
 - voire prononcer la résiliation, conformément aux conditions du CCAG Travaux.

ARTICLE 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE VIS -A-VIS DE SES SOUS-TRAITANTS

L'entreprise a interdiction de sous-traiter les prestations principales du marché. Seules les prestations subsidiaires peuvent être sous-traitées, dans les conditions ci-dessous.

L'entreprise ne peut sous-traiter une partie des prestations dont il est chargé d'assurer l'exécution sans autorisation écrite de l'administration contractante, sous peine de résiliation du marché de plein droit, à ses torts exclusifs et sans indemnité.

Un sous-traitant présenté à l'Université en cours d'exécution du marché devra faire l'objet d'un acte spécial de sous-traitance.

L'entreprise s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect de la réglementation.

En l'absence de communication du contrat de sous-traitance dans un délai quinze jours à compter de mise en demeure ou de la demande de l'université formulée par tous moyens, l'entreprise encourt également la résiliation du marché de plein droit, à ses torts exclusifs et sans indemnité.

Le recours à la sous-traitance n'exonère pas l'entreprise de ses obligations contractuelles. Les pénalités sont supportées par l'entreprise.

ARTICLE 8. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES – REGLEMENT DES COMPTES

Article 8.1 Contenu et nature des prix

Les prix globaux et forfaitaires du présent marché de travaux et de maintenance sont renseignés en annexe 1 à de l'acte d'engagement.

Les prix du marché sont établis hors TVA en tenant compte :

- Des sujétions susceptibles d'être entraînées par l'exécution simultanée des différents corps d'état du marché,
- Des dépenses communes de chantier, mentionnées à l'article 8.2 ci-après,
- Des sujétions résultant de la continuité de fonctionnement de l'établissement dans lequel Les travaux auront lieu,
- Du classement de celui-ci dans les établissements recevant du public.

Les prix du marché sont établis en tenant compte également des missions confiées par le maître de l'ouvrage au contrôleur technique et coordinateur SPS

Les prix sont réputés complets et comprendre toutes les prestations définies dans le CCTP, ainsi que les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement les travaux, matériels et prestations, tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison, au déchargement des matériels dans les lieux indiqués, au déplacement du personnel, aux prestations d'installation, intégration, configuration, paramétrages, tests, mise en ordre de marche, à la garantie, la fourniture des pièces détachées, aux obligations environnementales et à la gestion des déchets, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix fixés sur l'annexe 1 de l'acte d'engagement comprennent également les prestations de collecte, récupération et de dépose, d'élimination et de valorisation des matériels en place et des déchets de chantier. L'entreprise est responsable de l'élimination et la valorisation des déchets créés par les travaux, par exception à l'article 36.1 du C.C.A.G./T.

Les prix comprennent également tous les accessoires ainsi que tout ce qui est nécessaire au fonctionnement normal de l'ouvrage et d'une manière générale tous les accessoires qui font normalement partie de ces équipements, considérés comme faisant partie intégrante du marché.

Par dérogation à l'article 21.4 du CCAG/FCS, il appartient au titulaire de se renseigner ou de prendre connaissance de la disposition des locaux préalablement au dépôt de son offre et d'intégrer le coût des éventuelles difficultés de manutention et de livraison afin de l'intégrer aux prix des prestations, à l'exclusion de toute demande de complément de prix en cours d'exécution du marché

Article 8.2 Dépenses communes

L'entrepreneur a la charge des dépenses suivantes :

Dépenses d'équipement

Nature des dépenses	A la charge de
Etablissement des clôtures et panneaux de chantier établis en conformité avec l'article R 324-1 du Code du Travail -----	----- L'entrepreneur
Installation d'éclairage et de signalisation -----	----- L'entrepreneur
Installations communes de sécurité et d'hygiène-----	----- L'entrepreneur
Bureaux de chantier et leurs équipements (électricité, téléphone, fax, sanitaires, chauffage, etc...) -----	----- L'entrepreneur
Clôtures de chantier -----	----- L'entrepreneur

Dépenses d'entretien

Les dépenses d'entretien des installations sont réputées rémunérées par les prix du marché correspondant, étant précisé qu'incombent au marché de l'entrepreneur :

- Les éventuelles charges temporaires de voiries et de police,

En dérogation à l'article 31.3 du C.C.A.G. – Travaux, les autorisations d'occupation temporaire du domaine public ou privé et les permissions de voirie devront être demandées par l'entrepreneur à l'autorité compétente. L'entrepreneur anticipe une éventuelle difficulté dans l'obtention de ces autorisations afin de ne pas retarder les délais d'exécution

- Les frais de fermeture provisoire uniquement sur l'emprise du chantier en période de site occupé.
- Les frais de nettoyage de chantier

Dépenses diverses

Les dépenses indiquées ci-après sont à la charge de l'entrepreneur :

- Frais de remise en état de la voirie et des réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone détériorés, lorsqu'il y a impossibilité de connaître le responsable,
- Frais de réparation et de remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés, dans les cas suivants :
 - L'auteur des dégradations et des détournements ne peut être découvert,
 - Les dégradations ou les détournements ne peuvent être imputés à l'entreprise en charge d'un corps d'état déterminé,
 - La responsabilité de l'auteur insolvable n'est pas couverte par un tiers.

Article 8.3 Règlements des prestations

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global et forfaitaire.

Article 8.3.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement à l'entrepreneur titulaire en cas de marché attribué à une entreprise générale ; à l'entrepreneur mandataire et à ses co-traitants en cas de marché attribué à un groupement conjoint ou solidaire.

Article 8.3.2 Règlement des acomptes et du solde

Les travaux feront l'objet de décomptes provisoires mensuels, dans la période d'exécution, d'un projet de décompte final produit par l'entreprise, d'un décompte final et d'un décompte général arrêté par le maître d'œuvre et signé par le pouvoir adjudicateur, dans les conditions fixées par l'article 12 du C.C.A.G. / T.

Les projets de décomptes seront présentés conformément aux instructions données aux entrepreneurs par le représentant du maître de l'ouvrage pendant la période de préparation.

Ce décompte fera ressortir le montant de l'acompte mensuel et pourra faire apparaître, y compris pendant la période de préparation des travaux, les montants afférents aux études d'exécution et/ou à la participation à la cellule de synthèse.

Conformément à l'article 12.3.2 du C.C.A.G./T, le projet de décompte final ne peut être remis au maître d'œuvre avant la date de notification de la date de réception des travaux ou de la date qui lui est substituée dans le cas visé au 2^{ème} alinéa du même article.

Après vérification du projet de décompte mensuel ou final et établissement de l'état d'acompte ou du solde par le maître d'œuvre, ces documents sont arrêtés par le maître d'ouvrage.

Pour l'application de l'article 12.4.2 du C.C.A.G./T, il est précisé que l'ordre de service notifiant à l'entrepreneur le décompte général est signé par le représentant du maître d'ouvrage et notifié à l'entrepreneur par ses soins.

L'entrepreneur devra adresser au maître d'ouvrage :

- d'une part retourner le décompte final,
- d'autre part envoyer le mémoire de réclamation explicitant les éventuelles réserves.

De ce fait, le délai de trente jours fixé par l'article 55.1.1 du C.C.A.G./T, débute à compter de la date de réception par le pouvoir adjudicateur du mémoire de réclamation.

L'ordonnateur de la dépense est Monsieur le Président de l'Université Paris-Panthéon-Assas, 12 place du Panthéon 75231 PARIS CEDEX 05.

Le comptable assignataire chargé du paiement est Madame l'Agent Comptable de l'Université Paris Panthéon Assas, 26 rue des Fossés St Jacques 75005 PARIS.

Article 8.3.3 Facturation électronique

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, les entreprises transmettent leurs factures sous forme électronique {dématérialisée} par l'intermédiaire du portail Chorus Pro :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

L'ensemble des outils du déploiement sont accessibles sur le site collaboratif Communauté Chorus Pro : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Article 8.4 Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les dispositions exposées ci-après.

Article 8.4.1 Mois d'établissement des prix du marché

Par dérogation à l'article 9.4 du CCAG/Travaux, les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres fixée dans le règlement de la consultation, soit au mois de MARS 2026 ; ce mois est appelé « mois zéro ou Mo ».

Article 8.4.2 Indice de référence

Les formules pour l'actualisation ou la révision des travaux sont établies à l'aide des index nationaux ci-après :

Désignation du corps d'état	Appellation	Index national correspondant In
Entreprise Générale ou groupement	Tout corps d'état	BT01

Article 8.4.3 Modalité d'actualisation du prix ferme mais révisable

L'actualisation sera effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient donné par la formule

$$C_n = \frac{I_{d-3}}{I_0}$$

dans laquelle I_0 et I_{d-3} sont les valeurs prises par l'index de référence I_n du marché respectivement au mois zéro (mois d'établissement du prix) et au mois $(d-3)$ (d étant la date d'effet de l'acte portant commencement des prestations).

Si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date ou le mois d'établissement du prix figurant dans le marché et la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations, l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de trois mois à la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations.

Le coefficient d'actualisation est arrondi au millième supérieur

Article 8.4.4 Application de la Taxe à la Valeur Ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces du mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général, en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants

Article 8.5 Paiement des co-traitants et des sous-traitants

Article 8-5-1 Désignation des sous-traitants en cours de marché

La désignation des sous-traitants en cours de marché fait l'objet d'un acte spécial accompagné des documents exigés par l'article R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique (Extrait K-bis, attestation d'assurance, RIB, attestations URSSAF, etc.). Les moyens humains et techniques mis en œuvre pour l'exécution des prestations sous-traitées sont également présentés.

En complément de l'article 3.6 du C.C.A.G. /T., l'acte spécial prévoit :

- les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes ;
- la date (ou le mois) d'établissement des prix ;
- les modalités de revalorisation des prix ;
- les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses ;
- la personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-59 du code de la commande publique ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

Si un sous-traitant veut lui-même confier une partie de la prestation à une entreprise tierce, il ne peut le faire sans l'accord de l'entreprise principale qui devra déclarer ce nouveau sous-traitant à la maîtrise d'ouvrage dans les conditions prévues aux articles R.2193-3 et R.2193-4 du code de la commande publique.

Il est rappelé que le chantier est formellement interdit à tous sous-traitants non agréés

Article 8.5.2 Modalités du paiement direct

En cas de groupement solidaire, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

En cas de groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut pour chaque co-traitant acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement à partir de la partie du décompte afférente au corps d'état assigné à ce co-traitant.

Pour les sous-traitants, l'entreprise joint en double exemplaire au projet de décompte, une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Article 8.6 Délai global de paiement – Intérêt moratoire

Les sommes dues sont payées dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception de l'acompte en bonne et due forme par l'Université Paris Panthéon-Assas.

Tout retard de paiement de l'Université entraînera de droit le paiement d'intérêts moratoires au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points. Une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement s'ajoutera aux intérêts moratoires.

Le règlement est effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire à partir de son RIB ou de son RIP original joint à l'acte d'engagement

Article 8.7 Retenue de garantie et avance

Article 8.7.1 Retenue de garantie

Conformément à l'article R.2191-32 et suivants du code de la commande publique, le présent marché est soumis à une retenue de garantie d'un montant de cinq pour cent (5%)

La retenue de garantie est fixée à trois pour cent (3%) pour les PME.

Le délai de restitution de ladite retenue de garantie est d'un an à compter de la réception définitive des travaux, celle-ci est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

Cette retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ; cette garantie à première demande devra automatiquement être complétée, en cas d'avenant, dans les mêmes conditions.

L'absence de constitution de la garantie à première demande à la remise du 1^{er} acompte, fait perdre au titulaire toute possibilité de substitution et la retenue de garantie sera alors prélevée automatiquement sur chaque acompte

Article 8.7.2 Avance

En application des articles R2191-3 et suivants du code de la commande publique, une avance est versée à l'entrepreneur, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial des travaux du marché.

En application de l'article R.2191-7 du code de la commande publique, l'avance est fixée à 20 % pour les PME.

Ce montant n'est ni révisé, ni actualisé.

Le remboursement de cette avance se fera dans les conditions fixées à l'article R.2191-11 du code de la commande publique.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés conjointement, les dispositions qui précèdent sont applicables aux travaux exécutés directement par chaque co-traitant, lorsque le montant des travaux est au moins égal au seuil fixé par le code des marchés publics pour le versement de l'avance.

A leur demande, une avance forfaitaire peut-être versée aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct, dans les conditions fixées à l'article R.2191-3 du code de la commande publique

ARTICLE 9. CONTROLE ET RECEPTION DES TRAVAUX

Article 9.1 Essais et contrôles des ouvrages

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules du C.C.T.G., par le C.C.T.P. ou par le bureau de contrôle technique sont assurés par et aux frais de l'entrepreneur, à la diligence et en présence du maître d'œuvre.

Si les résultats obtenus ou escomptés ne sont pas positifs, les essais et contrôles complémentaires ou nouveaux imposés à l'entrepreneur, sont entièrement à sa charge.

Article 9.2 Réception des ouvrages

En complément des dispositions de l'article 41 du C.C.A.G./T., il sera fait application des dispositions suivantes. La réception totale des ouvrages a lieu à l'achèvement des travaux objet du présent marché. Elle prend effet à la date de cet achèvement.

La réception ne peut être prononcée qu'après remise au maître d'ouvrage :

- Des pièces visées au CCTP
- Des documents techniques et administratifs, nécessaires à la livraison et à l'exploitation des ouvrages tels que :
 - Les fiches de contrôles et essais internes effectués pendant les travaux,
 - Les attestations de conformité,
 - Les procès-verbaux d'essais,
 - Les attestations de conformité aux labels demandés pour l'opération,
 - Les attestations de conformité ou procès-verbaux d'essai de mise en service, délivrés par les services publics concédés,
 - Les attestations de conformité, pour les installations relevant des règles édictées par les compagnies d'assurances,
 - Les attestations de conformité ou procès-verbaux d'essai, réaction au feu, des matériels et matériaux mis en œuvre,
 - Un dossier provisoire d'exploitation comprenant tous les schémas, notices d'exploitation, etc., permettant l'exploitation provisoire de l'ouvrage.
 - La remise au coordonnateur SPS des documents indispensables à la constitution du DIUO.

Le calendrier d'exécution fixe la durée de la période pendant laquelle l'entrepreneur est tenu de :

- S'assurer que ses travaux sont achevés ou en voie d'achèvement pour être reçus par le maître de l'ouvrage à la date fixée pour la réception et, à défaut, prendre toute mesure corrective en accord avec le maître d'ouvrage pour satisfaire aux exigences de la livraison,
- Mettre à la disposition du maître d'œuvre les personnels et matériels nécessaires à la composition d'une équipe de finition, constituée d'ouvriers de chaque corps d'état, demeurant sous la dépendance et la responsabilité de leur entreprise, pour exécution, sous la direction d'un responsable choisi à l'intérieur de l'entreprise de gros œuvre, des tâches de finition et parachèvement,
- Prendre toutes dispositions pour obtenir tous les certificats de conformité technique nécessaires et régler tous les frais afférents aux opérations de contrôle ou de vérification,
- Signaler aux administrations, organismes et services intéressés, et dans les délais réglementaires, les dates de terminaison de chacune de ses interventions,
- Se procurer les formulaires nécessaires, les faire signer par le maître de l'ouvrage et les remettre aux services et organismes intéressés,
- Se tenir, enfin, à la disposition du maître d'ouvrage pour assister à toutes les réunions, participer à toutes les visites destinées à obtenir et constater le parfait achèvement des travaux ainsi que la satisfaction aux différentes spécifications.

Article 9.3 Documents fournis après exécution

L'entrepreneur remettra le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.) dans un délai d'un mois à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux.

Ces documents seront informatisés et remis en un exemplaire papier ainsi qu'une version dématérialisée contenant les fichiers au format AUTOCAD et PDF.

Le défaut de remise dans le délai ci-dessus des documents entrainera l'application des pénalités prévues au présent CCAP.

ARTICLE 10. ASSURANCE

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché, et avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur ainsi que les co-traitants et sous-traitants doivent justifier au moyen d'une attestation nominative détaillée émanant de leur assureur qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance garantissant toutes les conséquences en cas d'accident ou de dommages causés dans le cadre de l'exécution du marché. La police d'assurance devra prévoir le maintien des garanties dans le temps conformément à la réglementation.
- D'une assurance couvrant toutes les conséquences des responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2, 1792-3 et 2270 du Code civil. La police d'assurance devra prévoir le maintien des garanties dans le temps conformément à la réglementation.

De plus chaque année, pour la maintenance, l'entreprise devra fournir une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par les matériels, par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution, sous peine de résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire, sans indemnité. La garantie devra être suffisante ; elle devra être illimitée pour les dommages corporels. L'attestation d'assurance devra être adressée au service des marchés de l'Université

ARTICLE 11. RESILIATION

Le marché pourra être résilié par le maître de l'ouvrage dans les cas prévus aux articles 45 à 49 du C.C.A.G. Travaux.

Par dérogation à l'article 46.2.1° du CCAG/T, la résiliation non occasionnée par une faute du titulaire n'entraînera pas le versement d'indemnité à celui-ci, à l'exception des frais engagés.

Il est précisé que l'inexactitude des renseignements prévus aux articles 45.2° et 45.3° b) et c) peut entraîner, par décision de la personne responsable du marché, la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire. Il en est de même en cas de résiliation décidée en application des points 2 ou 3 de l'article 49 du CCAG/Travaux. Dans ces cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'Entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses ne pourront bénéficier, même partiellement à l'entrepreneur.

ARTICLE 12. CESSION DU MARCHE

L'entreprise du marché a l'interdiction de céder le présent marché sans l'accord préalable de l'Université. Cet accord fera l'objet d'un avenant de transfert. Faute de quoi, le marché pourra être résilié aux torts exclusifs du titulaire.

ARTICLE 13. DIFFERENDS ET LITIGES

Le représentant du pouvoir adjudicateur et l'entreprise s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

En cas de contestation sur la qualité ou la façon, une expertise pourra être décidée. Les frais sont à la charge de la partie défaillante.

En cas de litige le droit français est seul applicable.

Les éventuels litiges qui surviendraient à l'occasion de l'exécution du présent marché seront réglés par le tribunal administratif de Paris. Cependant, avant tout recours contentieux, les parties s'engagent à chercher une solution amiable au litige, notamment par un recours à la transaction (circulaire du 6 février 1995, publiée au J.O. du 15 février 1995).

ARTICLE 14. LANGUE ET MONNAIE

Toute correspondance et tout document relatif à l'exécution du présent marché sont rédigés en langue française.

La monnaie de compte du marché est l'euro

ARTICLE 15. PENALITES

Dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, si l'entreprise ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 des pénalités lui seront infligées. Le montant des pénalités sera, au plus, égal à 10 % du montant du marché et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Par dérogation à l'article 20 du CCAG/Travaux, en cas de retard constaté dans l'exécution des prestations objet du présent marché l'Université se réserve le droit d'appliquer des pénalités selon les modalités suivantes

Le montant de ces pénalités sera déduit du montant total de la facture.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG/T, l'entreprise n'est pas exonérée des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas mille (1000) euros hors taxe

Article 15.1 Pénalités de retard

En complément des indications de l'article 20.1 du C.C.A.G Travaux, en cas de retard sur les délais fixés dans le cadre des bons de commande, l'entrepreneur sera passible d'une pénalité journalière calculée suivant les indications ci-après :

Les pénalités par jour calendaire de retard :

- **1/200 du montant HT** du bon de commande par jour pour les **15 premiers jours** de retard,
- **1/100 du montant HT** par jour **après le 15^e jour**.

Les pénalités s'appliquent **sur le montant initial du marché**, y compris toute **actualisation éventuelle**.

Ces pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation de la date réelle de fin d'exécution des tâches et de la date d'expiration du délai d'exécution fixée dans le bon de commande

Le décompte de l'ensemble des pénalités encourues sera appliqué en cours de réalisation sur les décomptes provisoires mensuels présentés par les entreprises dans le cas de réalisations complexes, ou sur le décompte final.

Ces pénalités pourront ne pas être décomptées si le retard se trouve résorbé avant qu'il n'ait provoqué de gêne dans le déroulement des travaux. Dans le cas contraire, même si le retard se trouve résorbé en fin de tâche, elles seront maintenues.

Seuls les retards fautifs donneront lieu à l'application des pénalités de retard.

Article 15.2 Autres pénalités

Pénalités spécifiques qui dérogent au CCAG/Travaux après mise en demeure préalable par courriel :

Des pénalités pourront être appliquées après mise en demeure préalable notifiée par courriel avec accusé de lecture restée sans effet pendant un délai de 2 jours, dans les cas suivants :

- Retard dans l'installation de chantier : 150 € H.T.V.A. par jour calendaire
- Retard dans la libération des terrains et emplacements mis à la disposition des entrepreneurs par le maître de l'ouvrage, et/ou des emprises de chantier sur le domaine public : 350 € H.T.V.A. par jour calendaire
- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : 250 € H.T.V.A. par jour calendaire et pour chaque infraction constatée
- Travaux sur le domaine public ou privé sans signalisation ou protection efficace : 150 € H.T.V.A. par jour calendaire
- Bruits de chantier au-delà des limites prescrites par les pièces du marché, les règlements nationaux, les règlements ou arrêtés locaux : 250 € H.T.V.A. par jour calendaire
- Dépôt de matériels, matériaux et gravois en dehors des zones prescrites : 350 € H.T.V.A. par jour calendaire et pour chaque infraction constatée.
- Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires au contrôle et à la bonne exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détails, plans de synthèse, fiche technique etc....) : 250 € H.T.V.A. par document et par jour calendaire
- Retard dans la production de justifications et/ou prévisions de prix des ouvrages non prévus : 75 € H.T.V.A. par jour calendaire
- Retard dans la remise des dossiers des ouvrages exécutés (DOE) : 150 € H.T.V.A. par jour calendaire
- Retard dans la réalisation ou la présentation des prototypes, d'équipements techniques, témoins... : 150 € H.T.V.A. par jour calendaire
- Retard dans la présentation des échantillons de matériaux et matériels de construction : 150 € H.T.V.A. par jour calendaire
- Pénalités pour insuffisance de propreté et de tenue en état en cours de chantier : 200 € H.T.V.A. par jour calendaire
- Retard dans l'évacuation des gravois hors chantier : 350 € H.T.V.A. par jour calendaire
- Pénalités pour non-respect des engagements pris au titre de la RSE : forfait 1 500 € H.T.V.A.
- Absence de production des éléments mentionnés aux articles 36.2.1 et 36.2.2 : 200 € H.T.V.A. par jour calendaire
- Retard dans le nettoyage de fin de chantier : 350 € H.T.V.A. par jour calendaire
- Retard dans la communication d'un contrat de sous-traitance et des pièces afférentes : 150 € H.T.V.A. par jour calendaire
- Pénalité pour non-respect des horaires de livraison et des itinéraires d'accès au chantier : 150 € H.T.V.A. par jour calendaire
- Déclaration tardive d'un sous-traitant :

En cas de déclaration tardive des sous-traitants, qui serait à l'origine du dépassement du délai prévu au bon de commande, l'entreprise titulaire du marché se verra appliquer d'un coefficient 1/500ème au lieu

de 1/1000ème. Sera considérée comme tardive, toute déclaration parvenant au maître de l'ouvrage en deçà des 15 jours précédant l'intervention du sous-traitant.

Article 15.3 Pénalités spécifiques sans mise en demeure préalable

Les pénalités spécifiques seront appliquées sans mise en demeure préalable sur simple constatation :

- Retard dans le démarrage de l'exécution des travaux suivant l'annexe 1 : 250 € H.T.V.A. par jour calendaire
- Absence à une réunion de chantier, réunion d'étude et de coordination, visite de chantier : 150 (cent cinquante) €- *Nota : un retard perturbant ces réunions et/ou visite, ainsi que la représentation de l'entreprise par une personne non habilitée ou non compétente sera assimilée à une absence.*
- Absence aux opérations préalables à la réception et aux opérations de constat des levées de réserves : 200 (deux cents) €
- Si l'entrepreneur n'a pas remédié, dans le délai défini dans le constat de réception, aux réserves dûment notifiées, les pénalités s'élèvent à 200 (deux cents) € et sont appliquées jusqu'à la date de levée effective des réserves.
- Sous-traitance occulte : Dans le cas où le maître d'ouvrage ou des personnes mandatées par lui seraient amenées à constater la présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au maître de l'ouvrage ou non agréée par lui), l'entreprise titulaire du marché se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 1 500€ pour chaque infraction constatée ceci nonobstant des mesures coercitives prévues par le CCAG travaux.

Article 15.4 Dispositions générales aux pénalités

Les pénalités de l'Article 15.02 ci-dessus sont cumulables si leurs conditions d'application se trouvent simultanément réunies.

Les pénalités précitées sont recouvrables par compensation au moyen de retenue sur les prochains paiements des prestations, ou au plus tard imputées sur le solde du décompte général.

Le cumul des différents types de pénalités est plafonné à 30% maximum du montant HT de la commande.

Le montant de ces pénalités sera déduit du montant total de la facture.

Le délai des pénalités commence à courir à compter de la date fixée par la maîtrise d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 20.4 du CCAG/T, l'entreprise n'est pas exonérée des pénalités dont le montant total ne dépasserait pas mille (1000) euros hors taxe

ARTICLE 16 DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1 des CCAG/T, le présent article ne récapitule pas la liste exhaustive des articles auxquels le CCAP déroge. Toutes les dispositions du présent CCAP sont susceptibles de déroger aux termes des CCAG/T du 30 mars 2021.

En cas de discordance entre les mentions du CCAG/T - applicables aux prestations relatives aux travaux et celles du présent CCAP, les mentions de ce dernier prévalent.